

**SOMMET EXTRAORDINAIRE VIRTUEL
DES CHEFS D'ETAT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET
MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)
(18 août 2021)**

Thème : « **Evaluation de la situation macro-économique de
la CEMAC en contexte de COVID-19 et Analyse des
mesures de redressement** »

**DISCOURS D'OUVERTURE DE S.E.M. PAUL BIYA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN,
PRESIDENT EN EXCERCICE DE LA CEMAC.**

Yaoundé, le 18 août 2021

- Messieurs les Présidents et Chers Frères ;
- Monsieur le Premier Ministre du Congo ;
- Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International ;
- Monsieur le Président du Groupe de la Banque Mondiale ;
- Monsieur le Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement ;
- Monsieur le Président de la Commission de la CEMAC ;
- Monsieur le Représentant du Ministre de l'Économie et des Finances de la République Française ;
- Distingués Invités ;
- Mesdames, Messieurs ;

La rencontre de ce jour est la première du genre depuis le décès tragique du Président tchadien, notre frère, feu le Maréchal IDRISS DEBY ITNO. Je voudrais, une fois encore, lui rendre hommage. Par son engagement panafricain exceptionnel, sa défense remarquable des causes de notre Communauté et son rôle décisif en faveur de l'intégration sous-régionale, il nous aura tous profondément marqué.

- Messieurs les Présidents et Chers Frères ;
- Distingués Invités ;
- Mesdames, Messieurs ;

La pandémie du COVID-19 et ses nombreuses contraintes m'obligent à vous accueillir virtuellement à Yaoundé. Je souhaite à tous une très chaleureuse bienvenue à ce Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEMAC. Je salue la présence des Invités Spéciaux qui nous viennent du FMI, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement et de la France. Votre soutien constant à la CEMAC est un atout majeur. Surtout dans le contexte actuel de lutte contre une grave crise sanitaire à l'échelle mondiale.

En effet, cette crise a engendré, au plan planétaire, des conséquences humaines, économiques et sociales d'un impact jamais égalé. La récession mondiale de 3,3% enregistrée en 2020 n'a pas épargné nos pays. L'extrême pauvreté et les vulnérabilités ont rejailli brutalement dans notre espace sous-

régional. L'atteinte des objectifs de développement durable en 2030 est aujourd'hui fortement compromise.

Je voudrais néanmoins me féliciter de notre réaction commune face à cette nouvelle crise. Malgré les limites de nos systèmes de santé et de nos infrastructures en la matière, nous avons réussi globalement à endiguer une trop grande propagation du coronavirus. Nous avons ainsi pu préserver de nombreuses vies humaines.

Nous devons cependant rester vigilants et mobilisés. Car, cette crise sanitaire perdure. Il nous faudra poursuivre, ensemble et avec détermination, la phase cruciale du combat contre ce virus par la vaccination. L'Afrique a besoin d'un accès large et équitable au vaccin. En effet, comment pourrions-nous atteindre une immunité collective avec moins de 5% de nos concitoyens actuellement vaccinés ?

Je tiens ici à saluer l'action de nos partenaires au développement depuis l'apparition de la pandémie :

- Nos différents plans de riposte ont obtenu des financements d'urgence du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de Développement ;
- L'Initiative de Suspension du Service de la Dette en faveur de nos pays a atténué les contraintes sur nos finances publiques ;
- Le FMI a alloué de nouveaux Droits de Tirage Spéciaux (DTS) à hauteur de 650 milliards de dollars américains ;
- Les importantes liquidités mises ainsi à disposition renforcent notre capacité de riposte contre la crise sanitaire et permettent la relance économique.

Par ailleurs, en droite ligne des recommandations du Sommet de Paris du 18 mai 2021 sur le financement des économies africaines, et de celui d'Abidjan tenu récemment, nous exhortons les pays dont les réserves sont satisfaisantes à consentir à une réallocation partielle de leurs DTS en faveur des pays africains. Ceci permettrait d'augmenter les liquidités de

l'ensemble de nos pays d'au moins 100 milliards de dollars américains.

Nos Etats sont solidaires de la déclaration d'Abidjan du 15 juillet 2021 en faveur d'une reconstitution des ressources de l'IDA-20 à la fin de l'année 2021. En effet, les concours de l'Association Internationale pour le Développement en Afrique jouent un rôle déterminant, et devraient participer massivement à la reconstruction post COVID-19 de nos économies durement affectées par la pandémie.

- Messieurs les Présidents et Chers Frères ;
- Monsieur le Premier Ministre ;
- Distingués Invités ;
- Mesdames, Messieurs ;

Lors de l'évaluation, en novembre 2019, de la mise en œuvre de notre Programme de Réformes Economiques et Financières (PREF-CEMAC), soutenu par nos partenaires financiers, nous avons exprimé notre grande satisfaction.

Nous avons alors salué le retour cette année-là, d'une croissance de 2,1% et la reconstitution de nos réserves de change à un niveau compatible avec le régime de change de notre monnaie commune.

Mais, avec l'apparition de la pandémie du COVID-19, les équilibres macro-économiques et budgétaires se sont détériorés. La dynamique d'évolution de nos réserves de change a faibli. Notre intégration régionale a produit insuffisamment des effets d'entraînement sur le commerce intra-communautaire. La faible diversification structurelle de nos économies et l'extraversion de nos modèles de développement ont limité nos capacités de réaction.

Il convient également de reconnaître que les crises sécuritaires et les vulnérabilités découlant des changements climatiques font peser de graves menaces sur notre processus de développement durable.

C'est pourquoi il est plus qu'urgent d'accélérer notre rythme de mise en œuvre des réformes structurelles afin de retrouver la vitalité économique. Il nous faudra également améliorer le climat des affaires pour permettre au secteur privé de s'impliquer davantage dans la relance de la croissance.

Ce Sommet nous donnera l'occasion d'examiner ensemble toutes ces problématiques qui sont d'une acuité indéniable.

Aussi, avec la même détermination que par le passé, nous devons poursuivre la restauration des équilibres macro-économiques et budgétaires de nos finances publiques. Notre politique monétaire devra également garder son orientation vers une stabilité extérieure forte dans le cadre d'une coopération internationale plus affirmée. Il y va de la crédibilité de notre régime de change.

L'évolution de notre endettement public et les enjeux de soutenabilité commandent une gestion plus rigoureuse et plus transparente, en phase avec les exigences de bonne gouvernance.

Sur toutes ces questions, nous avons ensemble engagé des réformes structurelles ambitieuses avec le soutien technique et financier de nos partenaires au développement. Mais, au regard des résultats atteints qui sont mitigés et davantage fragilisés par la crise sanitaire actuelle, la vitesse et l'envergure de leur mise en œuvre sont à revoir.

Voilà, me semble-t-il, les enjeux qui nous interpellent de nouveau.

Pour y faire face, nous disposons, comme en 2016, d'un atout majeur : NOTRE SOLIDARITE. Elle nous avait alors permis de mener, au sein de notre Communauté, une action concertée, cohérente et efficace. Nous pouvons, cette fois encore, la mettre en œuvre et aller plus loin vers une transformation structurelle de nos économies. En effet, notre industrialisation constitue le principal gage de notre développement durable, inclusif, capable de démontrer une plus grande résilience face aux éventuels chocs exogènes.

Je reste, pour ma part, convaincu que ce Sommet aboutira à l'adoption de mesures pertinentes et favorables au maintien de notre ensemble sous-régional sur la trajectoire de son émergence économique et social.

Solidaires, et avec le concours de nos partenaires, nous relèverons les défis d'aujourd'hui. C'est ce qu'attendent nos concitoyens. Et c'est surtout notre devoir. Tâchons d'être à la hauteur de cette ambition.

Je vous remercie.